

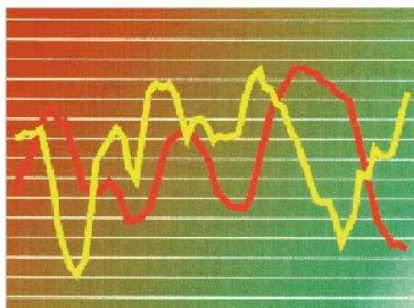
CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES
Séance plénière du 11 juin 2020 à 10h00
« Retraites et COVID19 »

Annexe N° 3
<i>Document de travail, n'engage pas le Conseil</i>

Activité économique

Extrait du point de conjoncture de l'INSEE du 27 mai 2020

POINT DE CONJONCTURE



27 MAI 2020

Sommaire

Présentation	2
Enquêtes de conjoncture de mai 2020 : entre confinement et déconfinement	3
Activité économique	6
Consommation des ménages	10
Développements internationaux	14

Présentation

Ce *Point de conjoncture* est le premier à paraître depuis le début du processus de déconfinement en France. Comme dans les précédentes éditions, nous tentons ici de mesurer l'évolution, en temps quasi réel, de l'activité économique (PIB) et de la consommation des ménages, en mobilisant tout à la fois¹ des données « haute fréquence » disponibles quotidiennement, des remontées directes d'entreprises et de fédérations professionnelles et les résultats des enquêtes de conjoncture du mois de mai.

Dans le contexte du déconfinement, cet exercice est au moins aussi difficile que les précédents : il s'agit de mesurer des phénomènes non seulement démesurés mais aussi mouvants, un peu comme un photographe qui s'efforcerait de saisir un sujet atypique et en plein mouvement. Le risque est d'obtenir une photographie un peu plus floue qu'à l'accoutumée. Il nous semble néanmoins qu'en dépit des incertitudes inhérentes à l'exercice, des tendances assez claires se dégagent, avec notamment une reprise assez nette bien qu'encore partielle de l'activité économique française, et un rebond ponctuellement bien plus vif de la consommation des ménages.

En effet, l'activité économique repart, prudemment mais nettement, dans la plupart des grands secteurs : industrie, construction, services. La perte d'activité liée à la crise sanitaire ne serait désormais « plus » que de l'ordre de -21 % (contre -33 % estimé début mai). Autrement dit, l'économie française fonctionnerait à environ quatre cinquièmes de son niveau d'avant crise (contre seulement deux tiers pendant le confinement).

Parallèlement, pendant la première semaine de déconfinement, le rebond attendu de la consommation des ménages s'est concrétisé, peut-être d'ailleurs plus vivement en France qu'en Italie ou en Espagne. Nous estimons que cette semaine-là, la consommation n'aurait été « que » de 6 % inférieure à son niveau d'avant-crise (contre -32 % estimé début mai). Ce vif rebond s'explique logiquement par la réouverture le 11 mai d'une grande part des commerces et activités fermés pendant le confinement. Une partie de ce rebond est ponctuelle, correspondant à des achats qui avaient dû être reportés. C'est pourquoi son ampleur ne permet pas à ce stade de déduire ce que sera le « régime permanent » de la consommation pendant les prochaines semaines.

À cet égard, l'enquête de conjoncture auprès des ménages réalisée en mai est riche d'enseignements sur leur manière d'appréhender la situation économique : en particulier, le solde d'opinion sur le niveau de vie futur en France est au plus bas, tandis que celui sur la capacité d'épargne actuelle est au plus haut. Et les ménages sont un peu moins pessimistes sur leur situation financière personnelle que sur la situation générale en France. Cela reflète, pour une partie d'entre eux, la constitution pendant le confinement d'une épargne forcée qui pourrait maintenant venir alimenter la consommation.

Après près de deux mois au ralenti, comme en apnée, l'économie française s'efforce ainsi de reprendre son souffle. Mais elle refait surface dans un monde qui n'est plus exactement le même qu'avant la crise sanitaire. Le virus a changé la donne, au niveau géopolitique comme au niveau économique. Malgré les soutiens monétaires et budgétaires massifs, les raisons sont nombreuses pour que l'économie ne revienne pas à la normale avant de longs mois : du côté de l'offre, certaines activités demeurent fermées à ce stade, les chaînes de valeur internationales sont profondément perturbées, les protocoles de sécurité sanitaire peuvent peser sur la productivité, et les destructions d'emploi d'ores et déjà enregistrées dès le premier trimestre viendront diminuer l'activité potentielle. Du côté de la demande, tous les postes peuvent être affectés, qu'il s'agisse du commerce extérieur, de l'investissement des entreprises ou bien de la consommation des ménages, lesquels peuvent être gagnés par l'attentisme dans cette situation inédite.

En faisant l'hypothèse qu'au mois de juin, l'économie française comble le tiers de l'écart qui la sépare encore de son niveau d'avant crise, le PIB trimestriel pourrait diminuer d'environ 20 % au deuxième trimestre 2020 (après -5,8 % au premier trimestre) : un chiffre vertigineux, mais à la hauteur, si l'on peut dire, de ce qui s'est passé ces derniers mois dans le monde. Même si l'activité économique revenait intégralement à son niveau d'avant crise dès le mois de juillet, le PIB français diminuerait de 8 % sur l'année 2020, or un retour aussi rapide à la normale semble peu réaliste. L'impact global de la crise sanitaire en 2020 sera donc certainement supérieur à ce chiffre, car la reprise économique, en France et dans le monde, restera au mieux progressive au second semestre. ■

1. Nous remercions l'ensemble des partenaires qui continuent de nous apporter leur concours pour réaliser cet exercice, en particulier Cartes bancaires CB, la Direction générale des entreprises, SNCF Réseau, RTE, Enedis, France Industrie, la Fédération des industries mécaniques, Rexecode, les services du Medef, ainsi que les enseignes de la grande distribution qui coopèrent avec l'Insee. Les estimations figurant dans ce document n'engagent bien sûr que l'Insee.

Enquêtes de conjoncture de mai 2020 : entre confinement et déconfinement

En mai, les enquêtes de conjoncture auprès des ménages et des entreprises ont été collectées sur une période à cheval entre confinement et déconfinement. Les ménages font montre d'un pessimisme marqué concernant la situation économique française. Ils se disent – assez logiquement – plus enclins qu'en avril à effectuer des achats importants. En moyenne, leur capacité d'épargne a selon eux augmenté du fait du confinement, même si ce résultat global peut masquer des disparités individuelles importantes.

Du côté des entreprises, les indicateurs sur l'activité à venir ont cessé de dévisser, mais les perspectives déclarées restent sombres.

Enquête auprès des ménages : le pessimisme est plus marqué sur la situation économique générale en France que sur la situation financière personnelle

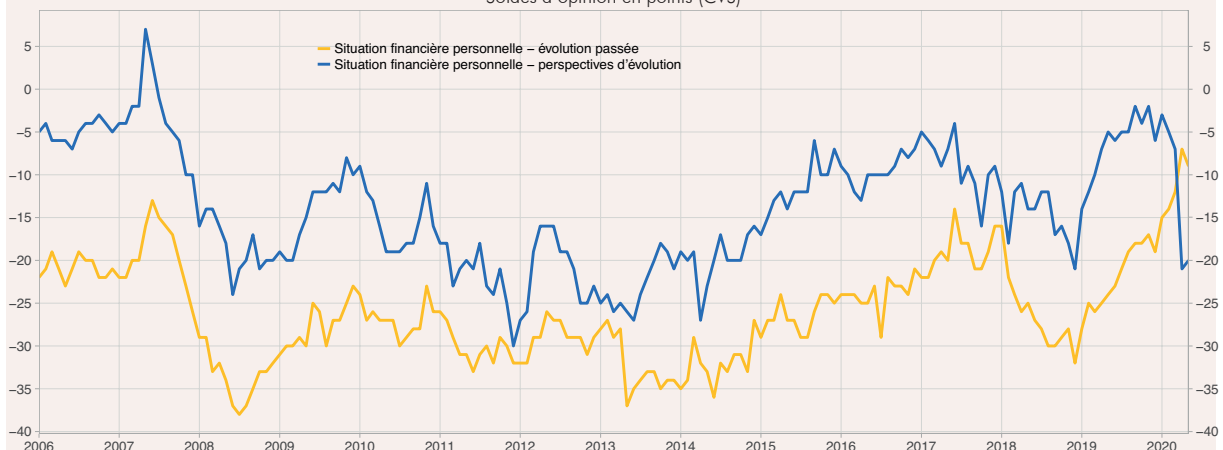
L'enquête de conjoncture auprès des ménages a été collectée entre le 28 avril et le 16 mai 2020. Ses résultats montrent un pessimisme marqué sur la situation économique générale en France, qu'il s'agisse des perspectives d'évolution du chômage ou du niveau de vie. Le solde d'opinion sur le niveau de vie futur en France est ainsi depuis avril dernier

à son plus bas niveau depuis que la série existe. Les ménages estimant que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois sont nettement plus nombreux qu'en avril ; en revanche, après avoir vivement augmenté pendant deux mois, les craintes des ménages concernant l'inflation future refluent en mai, tout en restant fortes.

Le pessimisme des ménages apparaît toutefois un peu moins marqué concernant leur situation financière personnelle (graphique 1). Certes, le solde d'opinion sur la situation financière personnelle

1 - Soldes d'opinion sur la situation financière personnelle (évolution passée et perspectives d'évolution)

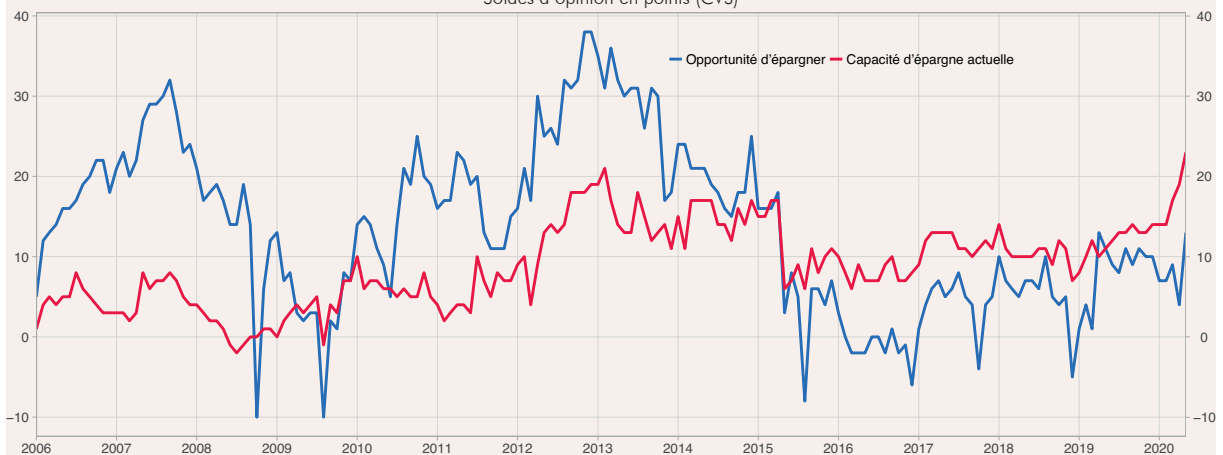
Soldes d'opinion en points (CVS)



Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee

2 - Soldes d'opinion sur la capacité d'épargne actuelle et sur l'opportunité d'épargner

Soldes d'opinion en points (CVS)



Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee

future a lourdement chuté en mars, mais il se stabilise en mai. Le solde sur la situation financière personnelle passée reste quant à lui bien au-dessus de sa moyenne de longue période.

Dans le même temps, les ménages sont plus nombreux en mai qu'en avril à considérer qu'il est opportun d'épargner (*graphique 2*). Le solde d'opinion sur la capacité d'épargne actuelle est même à son plus haut niveau, reflétant sans doute, pour une partie des ménages, la constitution d'une épargne « forcée » pendant le confinement. Cette épargne pourrait toutefois venir alimenter la consommation : après une chute très lourde mais pas surprenante en avril, le solde d'opinion sur l'opportunité d'effectuer des achats importants rebondit en mai (*graphique 3*).

Enquête auprès des entreprises : des perspectives d'activité encore bien sombres mais moins dégradées qu'en avril

Depuis le 11 mai, la France a entamé une sortie du confinement général mis en place le 17 mars. Les chefs d'entreprise ayant répondu aux enquêtes de conjoncture menées en mai 2020 (*Méthode*) soulignent la violence du choc ressenti, en pointant bien davantage que le mois dernier une activité en baisse sur les trois derniers mois. Toutefois, les perspectives d'activité pour les trois mois à venir sont

un peu moins sombres qu'en avril. Qu'ils exercent dans l'industrie, les services ou le commerce de détail, les chefs d'entreprise se montrent moins négatifs quant aux perspectives générales d'activité de leur secteur : le solde d'opinion correspondant se redresse quelque peu après une chute très sévère en avril (*graphique 4*) ; il reste cependant très bas, largement inférieur à son niveau moyen. Les chefs d'entreprise sont également moins catastrophés qu'en avril sur leurs propres perspectives d'activité : ce solde d'opinion se redresse en particulier dans l'industrie. Néanmoins, ils restent très inquiets sur la demande qui leur est adressée : dans l'industrie, les soldes d'opinion sur les carnets de commande, tant globaux qu'en provenance de l'étranger, se situent à des niveaux très bas ; dans les services, l'opinion sur la demande à venir s'améliore après avoir chuté en avril mais le solde reste très dégradé.

Dans le commerce de gros, où l'enquête a lieu tous les deux mois, tous les principaux soldes d'opinion s'affichent en très fort repli par rapport à mars.

Au niveau sous-sectoriel, l'industrie agroalimentaire apparaît résister relativement mieux que les autres secteurs industriels ; en sens inverse, dans les services, l'opinion des chefs d'entreprises est particulièrement déprimée dans l'hébergement-restauration et, dans une moindre mesure, les activités immobilières. ■

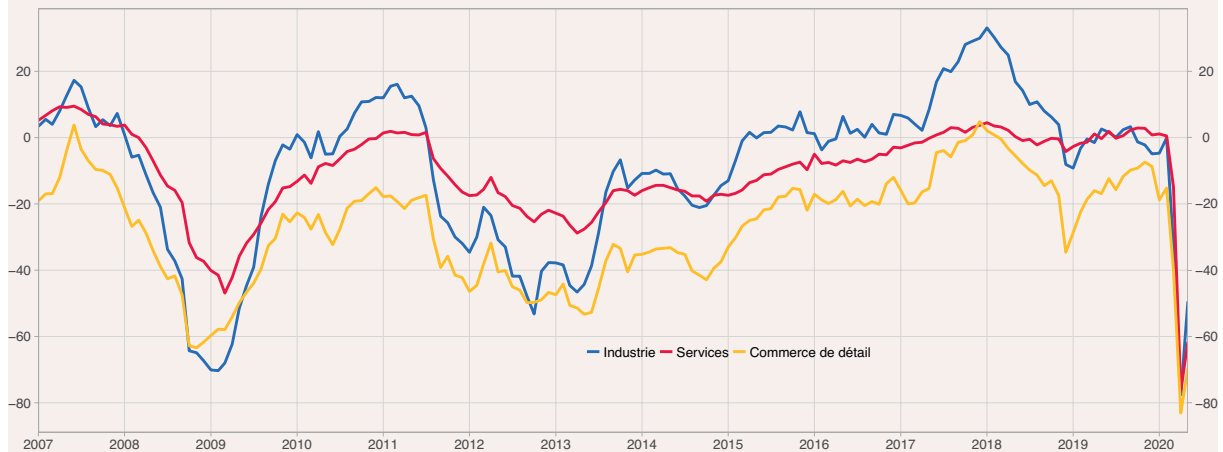
3 - Solde d'opinion sur l'opportunité d'effectuer des achats importants

Solde d'opinion en points (CVS)



Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee

4 - En mai 2020, l'opinion des chefs d'entreprises sur les perspectives générales d'activité de leur secteur est moins dégradée qu'en avril dans l'industrie, les services et le commerce de détail



Source : enquêtes mensuelles de conjoncture auprès des entreprises, Insee

Méthode

Les réponses des entreprises interrogées par les enquêtes de conjoncture sectorielles ont été collectées entre le 28 avril et le 19 mai 2020, soit en très grande partie en période de confinement général. Pour l'enquête dans les services par exemple, les trois quarts des réponses ont été recueillies avant le 11 mai. Les réponses ont été de nouveau collectées par internet uniquement, comme le mois précédent. Les taux de réponse restent plus faibles qu'habituellement mais sont meilleurs qu'en avril. Ainsi, au moment de l'exploitation des réponses pour la publication des résultats provisoires du mois, presque la moitié des entreprises industrielles interrogées avaient répondu, contre un gros tiers seulement le mois dernier. À l'autre bout du spectre, seule une entreprise du bâtiment sur trois avait répondu au moment du dépouillement des réponses de mai, le questionnaire papier restant souvent préféré par les unités du secteur de la construction.

Pour les publications en *Informations rapides* de mai 2020, le mode de correction de la non-réponse a été modifié par rapport à la méthode usuelle qui reconduit les réponses passées des entreprises non-répondantes¹. Il s'appuie sur les seules unités répondantes. En effet, on considère que les unités non-répondantes en avril ou en mai auraient répondu comme la moyenne des unités répondantes de la strate élémentaire à laquelle elles appartiennent, plutôt que dans la continuité de leurs réponses passées. Quant à la désaisonnalisation des séries, les modèles et les paramètres de correction des variations saisonnières (CVS) sont ré-estimés une fois par an, pour une publication à l'été. Entre deux campagnes de désaisonnalisation, les coefficients CVS sont prolongés sur un an. La forte baisse de la plupart des séries entamée en mars 2020 et poursuivie en avril n'est donc pas ici interprétée comme une baisse du niveau d'activité moyen des mois concernés.

Le nouveau mode de correction de la non-réponse adopté entraîne des révisions substantielles à la baisse par rapport à la publication d'avril. Cependant, en s'affranchissant de la construction d'un échantillon constant et du report de réponses passées, cette méthode permet de traduire plus directement le choc conjoncturel très brutal de la crise sanitaire due au Covid-19 et les réactions des entreprises. ■

1. Cf. éclairage « Enquêtes de conjoncture d'avril 2020 : le climat des affaires au plus bas », *Point de conjoncture* du 23 avril 2020, pp. 9-11.

Activité économique

Depuis la sortie du confinement et selon les informations disponibles au 27 mai, l'activité économique française se serait nettement reprise par rapport aux semaines précédentes, mais demeurerait à un niveau inférieur de 21 % par rapport à une situation normale. D'après certains indicateurs haute fréquence, cette reprise de l'activité aurait été progressive autour du 11 mai, date du déconfinement.

Sauf résurgence de l'épidémie de covid-19, la reprise devrait se poursuivre progressivement durant les prochains mois, même si le retour au niveau d'activité économique d'avant crise sanitaire pourrait prendre du temps. Nous estimons que compte tenu des estimations précédentes, le PIB français diminuerait d'environ 20 % au deuxième trimestre 2020 (après -5,8 % au premier). Ce serait la plus forte récession depuis la création des comptes nationaux français en 1948.

Après la sortie du confinement, l'activité économique française rebondirait mais demeurerait toujours en deçà de l'activité normale, de l'ordre de -21 %

Depuis le 11 mai, date de sortie du confinement, l'activité économique serait inférieure de 21 % par rapport à une situation « normale ». Cette perte constituerait tout de même un rebond de plus de 10 points de pourcentage par rapport à la précédente estimation, publiée le 7 mai, portant sur la dernière quinzaine pré-déconfinement (-33 %). Dans les seules branches marchandes, la perte d'activité économique serait de 25 % (contre -39 % avant le déconfinement). Cette relative reprise de l'activité économique s'observe dans l'ensemble des branches dont l'activité est autorisée. La perte d'activité économique aurait notamment été divisée par deux dans

la construction (-38 % contre -75 % avant le déconfinement) reflétant la reprise de certains chantiers. Dans l'industrie, la perte d'activité aurait repris quatorze points par rapport aux semaines précédentes (-24 % contre -38 %). Si la reprise du travail a pu se poursuivre, l'activité resterait affectée, entre autres, par une demande en berne et des stocks importants à écouler. Dans les services, la perte d'activité économique se situerait au même niveau. Les interdictions et limitations d'activité (hébergement-restauration, transports, activités culturelles etc.) mais également la moindre demande nationale freineraient la reprise.

La reprise globale de l'activité aurait été graduelle autour de la date du déconfinement et non soudaine (*encadré*), à la différence de ce que l'on observe pour la consommation des ménages. Bien que le constat puisse être différent d'une branche à l'autre (notamment certaines branches des services pour lesquels l'activité a seulement été autorisée à partir du 11 mai), cela pourrait indiquer un comportement d'anticipation de la part des entreprises ou refléter la mise en place progressive de conditions de travail adaptées permettant la reprise de l'activité avant le déconfinement.

Avec un scénario d'activité économique toujours affectée en juin, le PIB pourrait diminuer de l'ordre de 20 % au deuxième trimestre 2020

L'enquête ACEMO-Covid de mai, réalisée par la Dares avec l'appui de l'Insee, a interrogé¹ les entreprises sur leur rythme anticipé de reprise d'activité économique après le 11 mai. Leurs réponses ventilées par branches, permettent d'établir à partir des estimations des pertes d'activité économique publiées dans le *Point de*

1. L'enquête concerne les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole. Elles ont été interrogées entre le 1er et le 12 mai 2020.

La question retenue pour établir le scénario d'activité économique de juin est la suivante : « À partir du 11 mai, avec le début prévu du déconfinement, au bout de combien de temps pensez-vous que l'activité économique de votre structure va reprendre normalement ? ». Les modalités de réponses sont :

1. L'activité n'a pas été affectée ou est déjà revenue à la normale
2. L'activité reviendra à la normale
3. L'activité reviendra très vite à la normale, un mois après la sortie de la crise
4. L'activité mettra deux ou trois mois à revenir à la normale
5. L'activité mettra plus de trois mois à revenir à la normale
6. L'activité a été affectée de manière plus durable et ne reviendra pas à la situation antérieure avant la fin de l'année
7. Ne sais pas.

conjoncture du 7 mai, un scénario de reprise d'activité pour le mois de juin².

Ainsi, compte tenu des informations disponibles au 27 mai, l'activité économique en juin pourrait être de l'ordre de 14 % inférieure à la normale (après -25 % en moyenne en mai et -35 % en moyenne en avril ; voir *Points de conjoncture* précédents). Au deuxième trimestre, le PIB diminuerait ainsi de l'ordre de 20 % après -5,8 % au premier trimestre, soit la plus importante récession depuis la création des comptes nationaux français en 1948. Cette prévision doit néanmoins être prise avec précaution dans la mesure où les rythmes anticipés de reprise d'activité des entreprises sont

par nature très incertains mais également du fait du nombre conséquent d'entreprises déclarant ne pas connaître leur rythme de reprise (celles-ci représentent un quart des salariés).

S'il était suivi d'un retour immédiat à la normale dès le mois de juillet, un tel décrochement de l'activité économique prévu au premier semestre se traduirait par une perte de près de 8 points du rythme de croissance annuelle du PIB en 2020. L'impact global de l'épidémie en 2020 sera néanmoins certainement supérieur, car la reprise économique, en France et dans le monde, sera *a priori* encore progressive au second semestre. ■

2. L'enquête a également permis d'estimer en partie l'activité économique après le 11 mai.

Tableau 1 - Estimation de la perte d'activité après le déconfinement du 11 mai

Branches	Part dans le PIB (en %)	Perte d'activité (en %)	Contributions à la perte d'activité (en points de PIB)	Perte d'activité estimée le 7 mai (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-6	-0,1	-13
Industrie	14	-24	-3	-38
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-2	0	-5
Cokéfaction et raffinage	0	-35	-0,1	-55
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-42	-1	-61
Fabrication de matériels de transport	1	-54	-1	-69
Fabrication d'autres produits industriels	6	-25	-2	-43
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	-14	0	-23
Construction	6	-38	-2	-75
Services princip. marchands	56	-25	-14	-36
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-27	-3	-47
Transports et entreposage	5	-40	-2	-59
Hébergement et restauration	3	-90	-3	-90
Information et communication	5	-23	-1	-31
Activités financières et d'assurance	4	0	0	0
Activités immobilières	13	-1	-0,1	-2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-26	-3	-44
Autres activités de services	3	-63	-2	-76
Services principalement non marchands	22	-7	-2	-14
Total	100	-21	-21	-33
dont principalement marchands	78	-25	-20	-39
dont principalement non marchands	22	-7	-2	-14
Total principalement marchands hors loyers	65	-30	-20	-46

Lecture : au 27 mai 2020, l'activité économique aurait diminué de 21 % par rapport à une situation normale tandis qu'elle avait diminué de 33 % au 7 mai. L'industrie, dont la perte d'activité est estimée à 24 %, contribuerait à hauteur de 3 points de pourcentage à cette baisse.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Encadré : la reprise de l'activité aurait été graduelle autour du 11 mai

La perte d'activité économique estimée au 27 mai (-21 %) est corroborée par différents indicateurs haute fréquence : le trafic de fret ferroviaire publié par SNCF Réseau et la consommation d'électricité des entreprises mesurée par RTE (Réseau de transport d'électricité). L'un comme l'autre suggèrent une reprise progressive de l'activité, sans changement soudain autour du 11 mai.

La circulation sur le réseau SNCF du fret ferroviaire reprend progressivement depuis fin avril

Depuis le début du confinement, l'Insee exploite les informations journalières de trafic de fret ferroviaire transitant sur le réseau de la SNCF par rapport à une situation de référence, dite « normale ». Ces données fournissent une estimation de la perte d'activité du fret ferroviaire mais peuvent également être vues comme un indicateur plus général de la perte d'activité globale, dans la mesure où le transport de marchandises par voie ferrée est corrélé au volume de marchandises échangées dans l'économie.

Alors que la circulation du fret ferroviaire avait fortement diminué durant le premier mois de confinement avec une moyenne de trains en circulation de l'ordre de 63 %, il avait légèrement repris les deux semaines précédant le déconfinement (69 % ; *graphique 1*). Depuis fin avril et progressivement, la circulation de trains de fret a fortement augmenté pour s'établir à 78 % en moyenne de son trafic normal depuis le 11 mai. Cette remontée du trafic de fret est donc proche de la reprise relative de l'activité économique générale et illustrerait le caractère progressif de cette reprise.

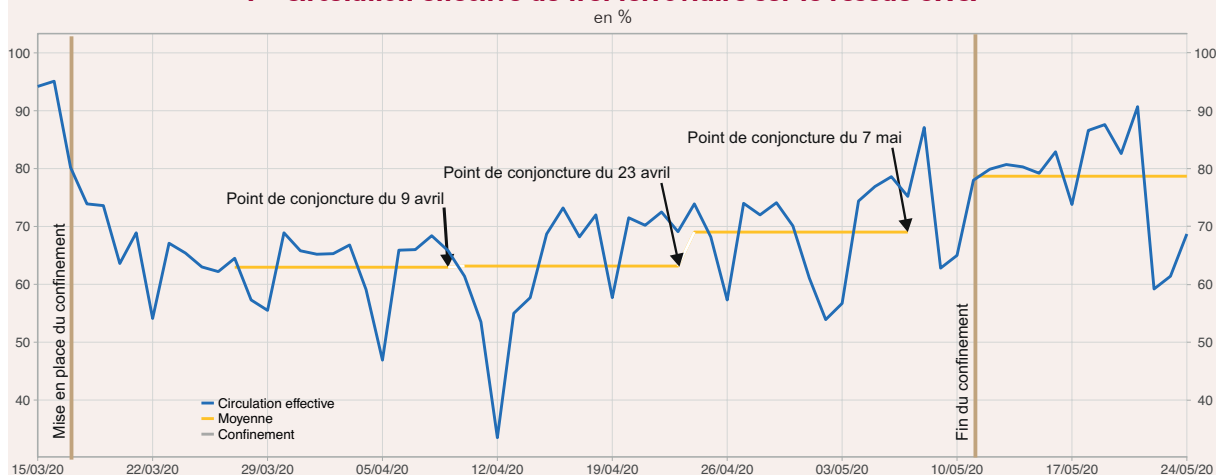
La consommation d'électricité des entreprises se redresse progressivement, signe d'une reprise d'activité graduelle

Les données de production et de consommation d'électricité quotidiennes françaises reflètent la modification des comportements induite par la crise et sont utiles pour suivre en temps réel les évolutions de l'activité. L'électricité étant l'une des formes d'énergie les plus utilisées dans le processus de production, les variations de sa production et de sa consommation reflètent les grandes évolutions du PIB.

En particulier, les données de consommation électrique de RTE donnent une première estimation de l'effet du confinement puis de sa sortie, pour certains secteurs d'activité¹ (*graphique 2*). De fortes disparités sectorielles apparaissent entre le 23 mars et le 10 mai, durant la période de confinement (on écarte la première semaine de confinement, qui a donné lieu à des comportements d'ajustement progressifs et n'est pas représentative), puis depuis le 11 mai avec le déconfinement progressif. Le secteur ayant subi la plus forte baisse est celui des transports et de l'entreposage (de l'ordre de 60 % entre le 23 mars et le 10 mai) ; cela pourrait s'expliquer par la forte réduction des activités de la SNCF et des compagnies de transports urbains notamment. La consommation d'électricité de ce secteur remonte ensuite peu à peu depuis le début du déconfinement (-40% entre le 11 et le 18 mai). La baisse a été aussi relativement prononcée dans l'industrie manufacturière (de l'ordre de 20 % entre le 23 mars et le 10 mai), suivie d'une lente remontée durant tout le mois d'avril jusqu'à atteindre -5 % entre le 11 et le 18 mai. Au total, la consommation d'électricité, comme le trafic de fret ferroviaire, augmente progressivement mais sans changement soudain autour du 11 mai. ■

1. Ceux pour lesquels un certain nombre d'entreprises, pas nécessairement représentatives d'ailleurs, sont raccordées directement au réseau.

1 - Circulation effective du fret ferroviaire sur le réseau SNCF

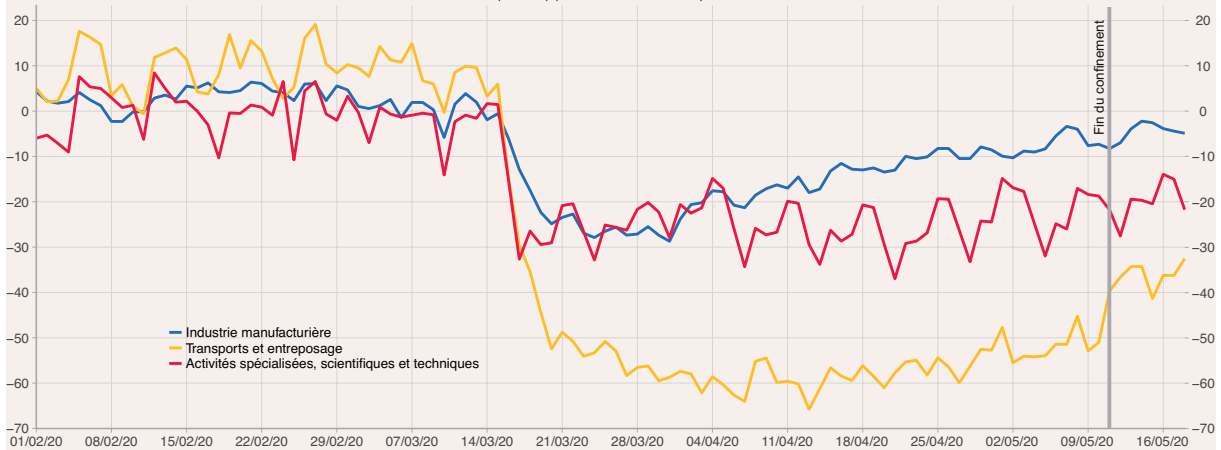


Lecture : le 15 mars 2020, la circulation effective de trains de fret ferroviaire sur le réseau SNCF était de 94 % par rapport à une journée de référence.

Sources : SNCF Réseau, calculs Insee

2 - Consommation d'électricité par secteur pour les clients raccordés à RTE, corrigée des jours ouvrés

écart par rapport au niveau moyen en %



Lecture : le mercredi 1^{er} avril 2020, la production d'électricité est inférieure de 6 % au niveau moyen de production d'un mardi du mois d'avril qui connaîtrait une température moyenne identique à celle enregistrée ce jour-là. Ce niveau moyen est estimé sur une période allant du 1^{er} janvier 2012 au 24 février 2020.
Sources : RTE, calculs Insee

Consommation des ménages

La première semaine de sortie de confinement marque un net rebond de la consommation des ménages, sans que celle-ci ne retrouve pour autant son niveau en situation « normale ». Au vu des informations recueillies sur la période du 11 au 17 mai 2020, la consommation des ménages se serait située à environ 6 % en deçà de son niveau correspondant à une période normale d'activité (tableau 1). Elle aurait ainsi repris 25 points de pourcentage depuis son niveau estimé dans le Point de conjoncture du 7 mai (-32 % de perte de consommation). Ce vif rebond concerne en particulier les dépenses en biens manufacturés, en lien avec la réouverture des commerces non essentiels (équipement du foyer, textile, habillement...), mais aussi la consommation de services (services personnels

aux ménages). Certaines dépenses de consommation montrent une progression moins dynamique (carburant, services de transport) tandis que celles associées aux activités encore soumises à restriction demeurent à de faibles niveaux (hébergement, activités culturelles...).

Comme dans les précédents Points de conjoncture, cette estimation repose sur des hypothèses de perte ou de hausse de consommation par rapport à une période « normale » d'activité, appliquées aux différents biens et services. Ces hypothèses sont issues de l'exploitation de diverses sources (transactions par carte bancaire, données de caisse pour 50 % des montants de consommation) et d'informations externes (pour 4 % d'entre eux). Elles reflètent également, pour 45 % de la

1 - Estimation de l'écart de niveau de consommation des ménages par rapport à une situation « normale »

Produits	Part dans la consommation* (en %)	Écart (en %)	Contributions (en points de pourcentage)	Rappel de l'écart estimé dans le Point de conjoncture du 7 mai** (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	3	8	0	3
Industrie	44	6	3	-33
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15	10	1	5
Cokéfaction et raffinage	4	-41	-2	-72
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3	57	2	-35
Fabrication de matériels de transport	6	-16	-1	-89
Fabrication d'autres produits industriels	13	15	2	-54
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5	1	0	3
Construction	2	-39	-1	-75
Services principalement marchands	46	-17	-8	-31
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1	14	0	-68
Transports et entreposage	3	-56	-2	-80
Hébergement et restauration	7	-67	-5	-87
Information et communication	3	3	0	-9
Activités financières et d'assurance	6	0	0	0
Activités immobilières	19	0	0	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2	-28	-1	-52
Autres activités de services	4	-15	-1	-77
Services principalement non marchands	5	-19	-1	-37
Total	100	-6	-6	-32

* poids dans la dépense de consommation finale des ménages (hors correction territoriale)

** l'estimation présentée dans le Point de conjoncture du 7 mai 2020 portait sur la période du 6 au 26 avril 2020.

Lecture : le niveau de consommation des ménages en produits issus de la cokéfaction et raffinage (respectivement des industries agro-alimentaires) est actuellement inférieur de 41 % (respectivement supérieur de 10 %) à celui habituellement observé en période normale d'activité économique, contribuant à une moindre consommation des ménages d'ensemble de 2 points de pourcentage (resp. un surplus de consommation de 1 point de pourcentage).

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

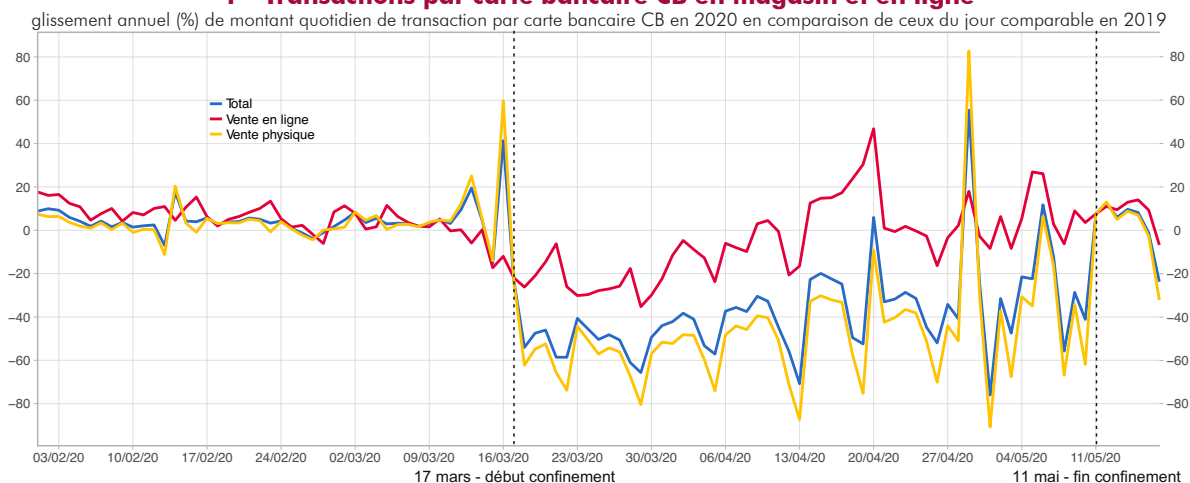
consommation, les conséquences des mesures réglementaires de lutte contre la propagation du Covid-19 (fermetures d'établissements, etc.) ainsi que des comportements spécifiques de consommation (besoins constants en certains types de produits, etc.).

Compte tenu de la disponibilité des données exploitées, cette estimation porte sur la première semaine de déconfinement, à savoir celle du 11 au 17 mai. Elle diffère légèrement en ce sens de l'estimation de perte d'activité, laquelle couvre une période temporelle plus avancée, intégrant la deuxième semaine de déconfinement (*fiche Activité*).

Pendant la semaine du 11 au 17 mai, les dépenses de consommation des ménages auraient été inférieures de « seulement » 6 % à leur niveau d'avant crise, soit une augmentation de 25 points de pourcentage depuis l'estimation présentée dans le *Point de conjoncture* du 7 mai¹. Ce rebond de la consommation se reflète dans le montant total de transactions par carte bancaire, en forte progression par rapport à la période de confinement (*graphique 1*). Le rebond des paiements relatifs aux ventes physiques, notamment, témoigne de la réouverture des commerces non essentiels et de la reprise de pratiques plus habituelles de consommation.

1. Pour rappel, l'estimation de la perte de consommation des ménages présentée dans le *Point de conjoncture* du 7 mai se situait sur la période du 6 au 26 avril.

1 - Transactions par carte bancaire CB en magasin et en ligne

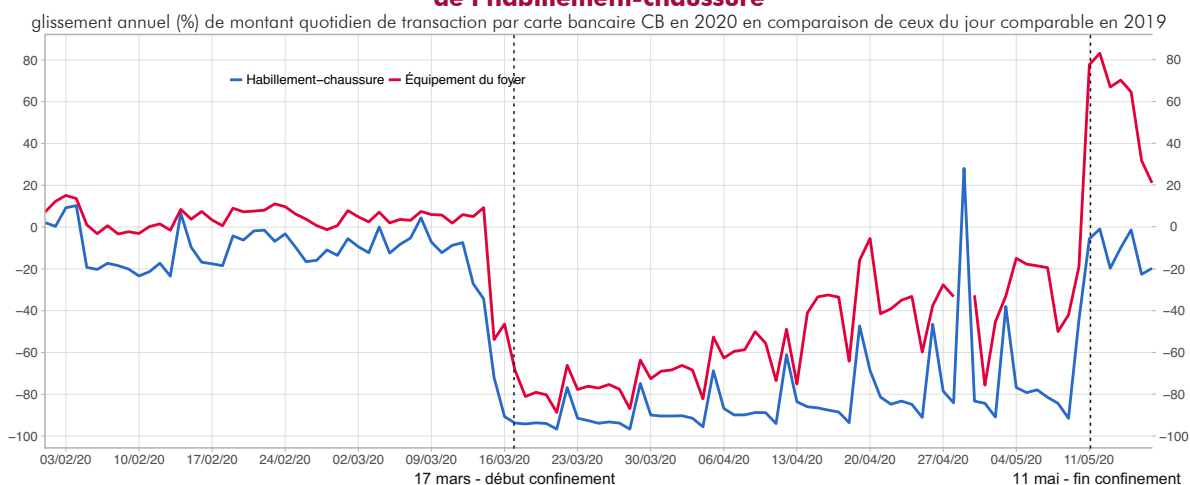


Lecture : le lundi 11 mai 2020, les ventes physiques par carte bancaire CB sont supérieures de 7 % à ce qu'elles étaient le lundi 13 mai 2019.

Note : le glissement annuel très élevé du mercredi 29 avril 2020 est lié au fait que le jour comparable de 2019 est le mercredi 1^{er} mai, où le montant de transactions par carte bancaire CB, tous types de vente confondus, avait été particulièrement faible.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

2 - Transactions par carte bancaire CB dans le secteur de l'équipement du foyer et de l'habillement-chaussure



Lecture : le montant des transactions par carte bancaire CB pour des achats d'habillement-chaussure était inférieur de 6 % le lundi 11 mai 2020 à son niveau du lundi 13 mai 2019.

Note : pour plus de lisibilité, dans l'équipement du foyer la valeur correspondant au mercredi 29 avril 2020 a été supprimée car le jour comparable en 2019 étant le mercredi 1^{er} mai, le glissement annuel associé est très élevé.

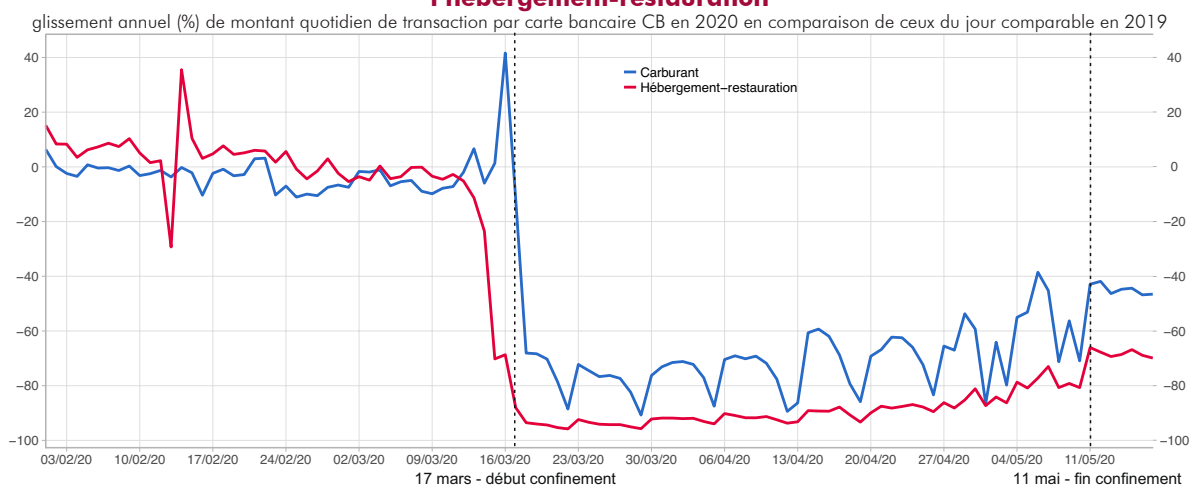
Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

La consommation en produits manufacturés aurait dépassé de 6 % son niveau en situation normale d'activité, contribuant à redresser la consommation totale de 3 points et marquant une progression de 39 points de pourcentage depuis le niveau estimé dans le *Point de conjoncture* du 7 mai. Certaines dépenses auraient en effet fortement rebondi, en lien avec la réouverture des commerces non essentiels. Les transactions par carte bancaire sur l'habillement-chaussure atteignent par exemple un niveau nettement plus proche de celui de 2019 que pendant le confinement, tandis que les transactions portant sur l'équipement du foyer auraient même fortement dépassé leur niveau de 2019 (*graphique 2*). Les dépenses de carburant auraient progressé également, mais dans une moindre mesure, compte tenu sans doute des restrictions de déplacements sur longue distance (*graphique 3*). Par ailleurs, la sortie du confinement n'aurait pas altéré le dynamisme des dépenses des ménages

en produits agro-alimentaires (*graphique 4* sur les dépenses en produits agricoles et agro-alimentaires hors tabac, issues de l'exploitation des données de caisse).

La consommation de services principalement marchands aurait été de 17 % inférieure à une situation normale d'activité, soit une contribution de -8 points à la perte globale de consommation des ménages, mais tout de même une progression de 14 points de pourcentage depuis le niveau estimé dans le *Point de conjoncture* du 7 mai. Ce rebond résulterait notamment de la consommation de services personnels aux ménages (blanchisserie, coiffure...) ou de services de réparation. De façon non surprenante, les services associés à des activités encore soumises à des restrictions seraient restés à des niveaux de consommation particulièrement faibles, comme par exemple le transport aérien, les activités d'arts et spectacles, ou encore l'hôtellerie et restauration bien que pour ces dernières, la consommation soit en

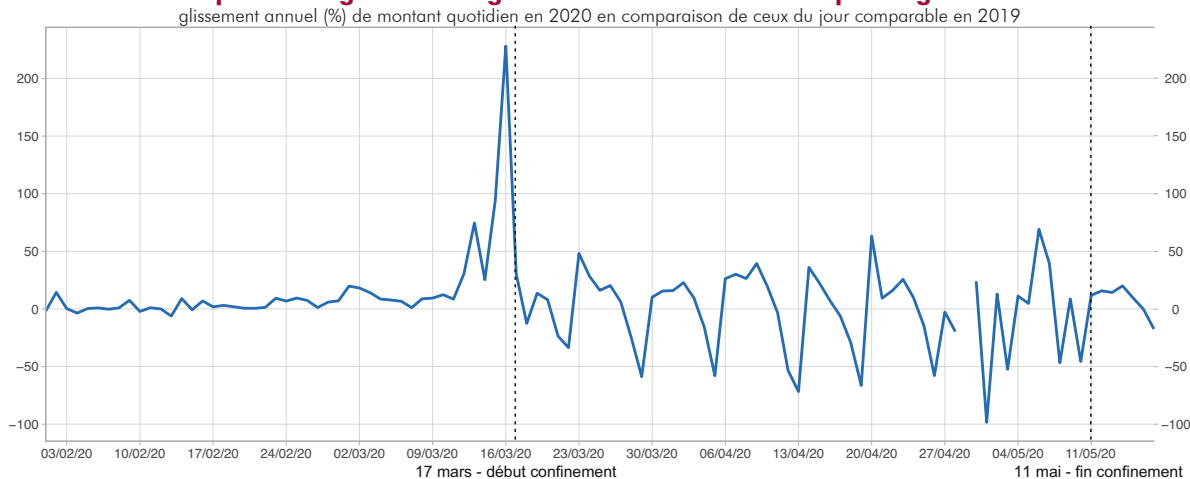
3 - Transactions par carte bancaire CB pour les achats de carburant et dans le secteur de l'hébergement-restauration



Lecture : le montant des transactions par carte bancaire CB pour des achats de carburant était inférieur de 42 % le lundi 11 mai 2020 à son niveau du lundi 13 mai 2019.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

4 - Ventes de produits agricoles et agro-alimentaires hors tabac par la grande distribution



Lecture : le montant des ventes de produits agricoles et agro-alimentaires hors tabac par la grande distribution était supérieur de 11 % le lundi 4 mai 2020 à son niveau du lundi 6 mai 2019.

Note : pour plus de lisibilité, la valeur correspondant au mercredi 29 avril 2020 a été supprimée car le jour comparable en 2019 étant le mercredi 1er mai, le glissement annuel associé est très élevé.

Source : données de caisse de plusieurs enseignes de super et hypermarchés, calculs Insee

légère progression par rapport à la période de confinement (*graphique 3*).

Les services principalement non marchands auraient vu leur consommation rebondir également, à travers la reprise des soins de ville et de l'enseignement marchand, sans retrouver encore le niveau d'une situation normale d'activité (-19 % de perte de consommation, contribuant pour -1 point à la perte globale). Avec la reprise également des travaux de rénovation, la consommation des ménages dans la branche de la construction aurait augmenté par rapport à la période de confinement, mais de façon progressive (-39 % de perte de consommation, soit une contribution de -1 point à la perte globale, et après -75 % de perte dans le *Point de conjoncture* du 7 mai). Enfin, la consommation

en produits agricoles aurait été de 8 % supérieure à son niveau normal, parallèlement à celle des produits agro-alimentaires.

Ces évolutions relatives à la première semaine de déconfinement ne préjugent pas des évolutions ultérieures. Certains rebonds de consommation, notamment ceux dépassant le niveau « normal » de consommation, sont directement liés au contexte de sortie de confinement : de tels niveaux de consommation n'ont *a priori* pas vocation à se maintenir de façon durable. D'autres postes de consommation, en revanche, dont la progression est pour l'instant plus limitée, n'ont fait qu'amorcer leur rattrapage et il est donc probable que leur augmentation se poursuive. ■

Développements internationaux

Plusieurs pays ont commencé à alléger les mesures de confinement mises en place au mois de mars pour endiguer l'épidémie de Covid-19 : dès la fin avril en Allemagne et aux États-Unis et début ou mi-mai en Italie, en Espagne, en France et au Royaume-Uni. Depuis lors, les indicateurs haute fréquence suggèrent une légère reprise de l'activité économique.

La reprise de l'activité économique en zone euro s'opère de façon progressive, en lien avec les différents calendriers de déconfinement

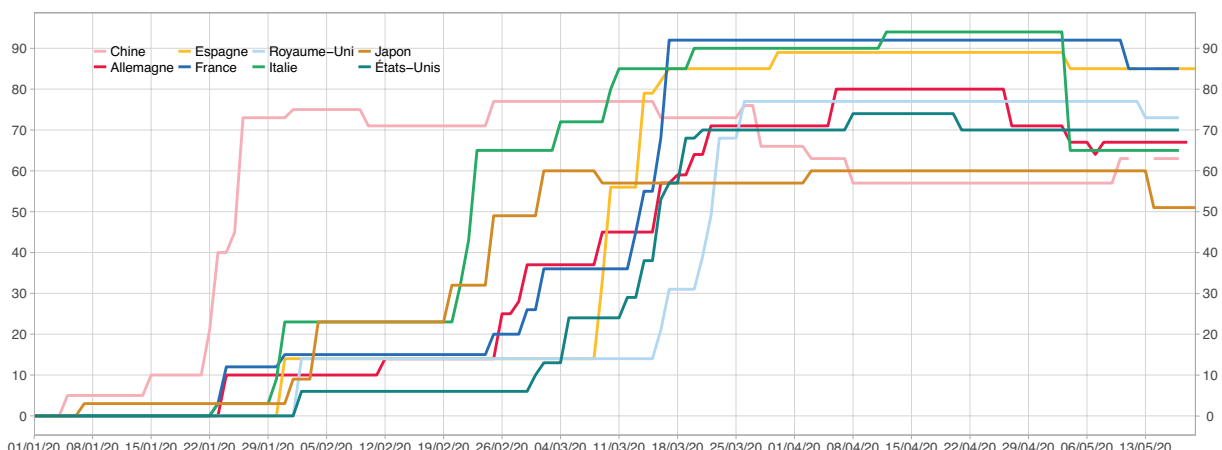
L'indice de restrictions de l'Université d'Oxford et de la Blavatnik School of Government recense et synthétise en une mesure unique l'ensemble des mesures sanitaires de confinement de la population, telle que la restriction de déplacement des personnes et les fermetures des commerces, administrations et écoles, dans une centaine de pays. Tandis que le déconfinement de la population a commencé en France le 11 mai, ce processus a débuté un peu plus tôt dans les trois autres principales économies de la zone euro (graphique 1). En particulier, en Allemagne, dès le 20 avril les commerces d'une surface de moins de 800 m² ont été autorisés à accueillir de nouveau du public et le 27 avril, certaines classes d'âge ont pu retrouver le chemin de l'école. Le 6 mai, d'autres mesures d'assouplissement ont été décidées, comme l'ouverture possible de tous les magasins sous condition et la reprise des

sports de plein air, suivies le 11 mai par l'ouverture des restaurants. En Espagne, la phase 0 du plan de déconfinement en quatre phases a débuté le 4 mai avec notamment l'autorisation d'ouverture des petits commerces hors alimentaire limité à 30 % de leur activité. Le 11 mai, 13 communautés autonomes sont passées à la phase 1 du plan autorisant l'ouverture des terrasses des cafés, des hôtels et de salles de spectacle de moins de 30 personnes. De même en Italie, le 4 mai marque la reprise des activités productives les plus importantes pour l'économie, dans l'industrie manufacturière, la construction, le commerce de gros et partiellement dans la restauration avec l'autorisation des ventes sur place à emporter. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, où certains États ont assoupli les mesures de confinement et autorisé la réouverture des commerces à partir du 21 avril, le confinement est demeuré moins strict qu'en France et en Espagne.

L'allègement des mesures de confinement se reflète dans les indices PMI

Les indices PMI composites, indicateurs avancés de l'ensemble de l'activité économique issus de soldes sur enquêtes auprès des entreprises, se redressent nettement dans la plupart des pays après avoir atteint un plancher historique en avril (en février en Chine, graphique 2). En lien avec les mesures de confinement et de déconfinement, la reprise, toujours très modérée, semble plus nette aux États-Unis qu'en zone euro : l'indice

1 - Indice de restrictions de l'université d'Oxford



Source : Hale, T., Webster, S., Petherick, A., Phillips, T., et Kira, B. (2020). Oxford COVID-19 Government Response Tracker, Blavatnik School of Government

Développements internationaux

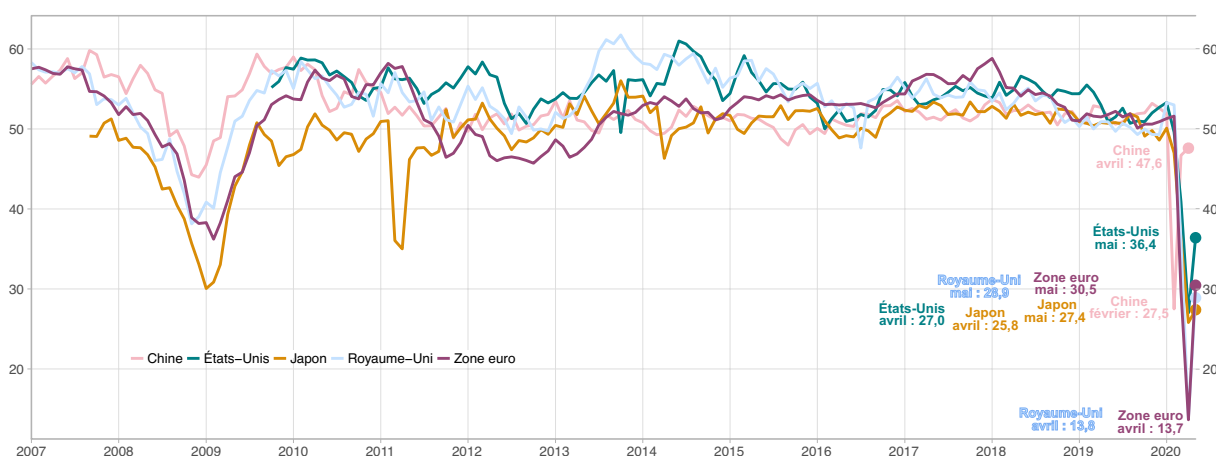
PMI composite atteint 30,5 en mai en zone euro après un creux à 13,7 en avril ; aux États-Unis, l'indice atteint 36,4 après un creux à 27,0 en avril. Toutefois, la reprise reste très graduelle : dans tous ces pays, l'activité demeure largement en-deçà du seuil d'expansion. Au Royaume-Uni, la poursuite du confinement se ressent dans l'indice PMI composite, plus bas qu'en zone euro (28,9 en mai après 13,8 en avril).

Les écarts entre les processus de déconfinement des différents pays européens se reflètent dans leurs consommations d'électricité

La consommation d'électricité constitue un indicateur représentatif de l'activité globale des pays, tant du côté de la production que du côté de la consommation (*graphique 3*). Concernant les pays européens, l'indicateur révèle deux faits.

Tout d'abord, l'Allemagne est restée durant toute sa période de confinement celui des grands pays européens où la consommation d'électricité a le moins décliné. Ainsi, en moyenne entre le 1^{er} avril et le 24 mai, la consommation d'électricité n'a baissé que de 8 % en Allemagne par rapport à la même période en 2019, contre une perte de 15 % en France et au Royaume-Uni, de 17 % en Espagne et de 20 % en Italie (et de 6 % aux États-Unis). Ensuite, bien que la consommation d'électricité ait baissé plus modérément en France qu'en Italie et en Espagne entre début mars et mi-avril, les niveaux de ces deux pays sont repassés au-dessus de celui de la France dès la fin avril, et ce de façon concomitante à la reprise très progressive de certaines entreprises. La reprise a été particulièrement marquée en Italie : sur la période du 18 au 24 mai, le niveau de la consommation n'y était plus que de 10 % en dessous de la semaine équivalente de 2019, comme en Allemagne. En France, ce n'est que depuis le 11 mai que la consommation

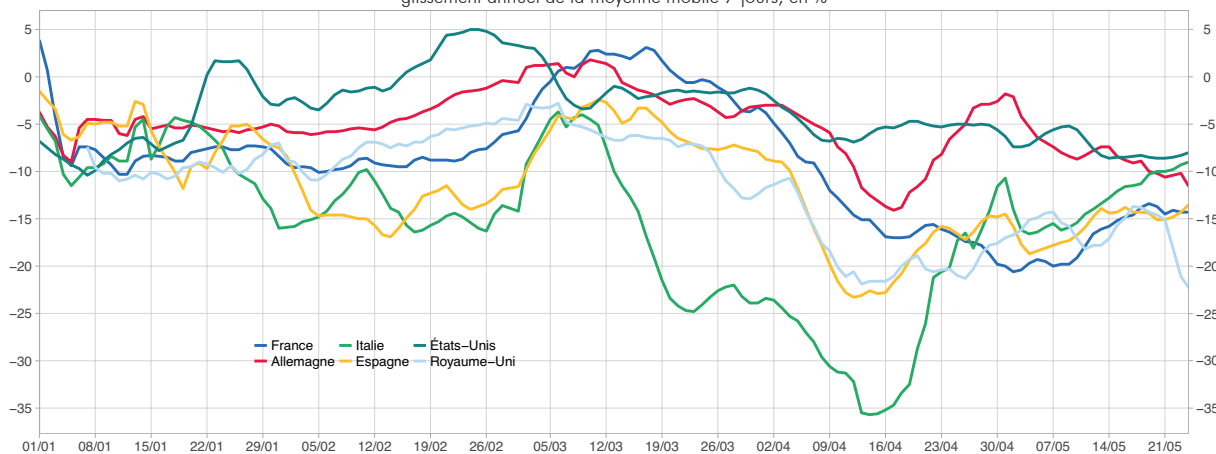
2 - PMI composite



Sources : IHS Markit

3 - Évolution de la consommation d'électricité dans les principaux pays avancés

glissement annuel de la moyenne mobile 7 jours, en %



Note : Chaque point représente l'écart entre la consommation quotidienne moyenne d'électricité en 2020 par rapport au jour comparable en 2019 (à la moyenne 2015-2019 pour les États-Unis). Les données en zone euro ont été corrigées des effets de température.

Sources : Données de la plateforme transparency.entso.eu pour la consommation d'électricité dans les pays de l'UE, site de l'US Energy Information Administration (EIA) pour la consommation d'électricité aux États-Unis

Développements internationaux

d'électricité connaît un léger rebond, passant d'un glissement annuel de près de -20 % le 11 mai à -14 % le 24 mai, rejoignant celui de l'Espagne. Au Royaume-Uni, où le confinement demeure en vigueur, la consommation d'électricité oscille entre -15 % et -20 % de sa moyenne de saison. Aux États-Unis enfin, la consommation d'électricité reste environ 5 à 10 % inférieure à sa moyenne de 2015 à 2019.

Un autre indicateur de l'activité globale est la concentration de dioxyde d'azote dans l'air, affectée par les activités de production, de transport routier et de chauffage des bâtiments (*graphique 4*). Au cours de la semaine du 18 mai 2020, la baisse de cette concentration était de 20 % par rapport à la moyenne sur 2016-2019 en Allemagne, contre 31 % en France, 41 % en Italie et 48 % en Espagne. Début mai, avant le déconfinement, la concentration avait diminué de 31 % en Allemagne, de 51 % en France et de près

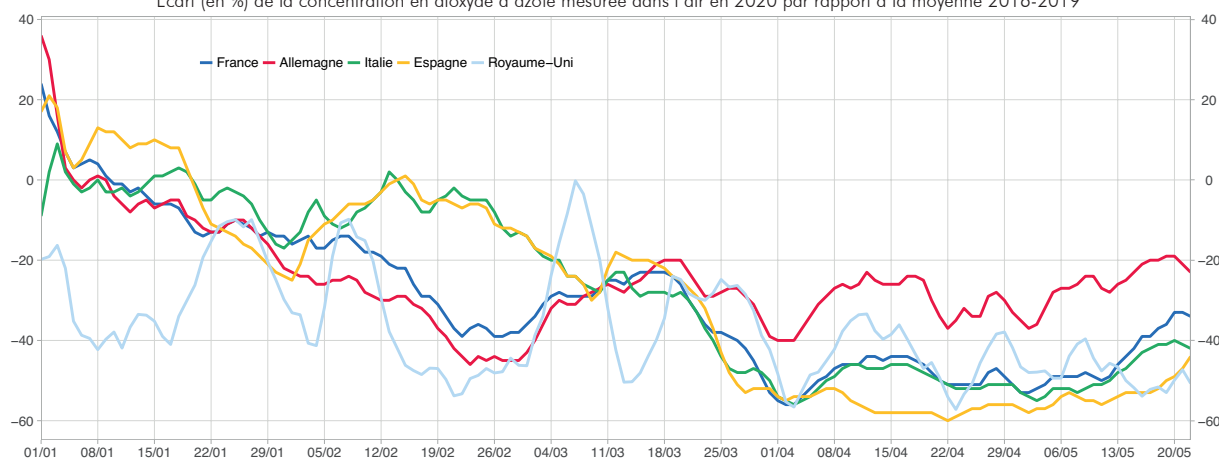
de 55 % en Italie et en Espagne. Au Royaume-Uni, la concentration de l'air en dioxyde d'azote est toujours environ moitié moindre que ses niveaux habituels à cette saison, ce qui témoignerait d'une activité toujours très ralentie. En Chine, à partir de fin avril et début mai, les émissions et la concentration de l'air en dioxyde d'azote ont dépassé leurs niveaux de la même date en 2019, et elles continuent de croître.

Le processus de déconfinement se traduit notamment par un rebond marqué de la consommation des ménages

L'effet de la réouverture progressive des commerces de détail hors alimentaire, se reflète dans les requêtes Google relatives aux centres commerciaux (*graphique 5*). Au cours de la deuxième moitié du mois d'avril 2020, le nombre

4 - Évolution de la pollution de l'air dans les principaux pays européens

Écart (en %) de la concentration en dioxyde d'azote mesurée dans l'air en 2020 par rapport à la moyenne 2016-2019

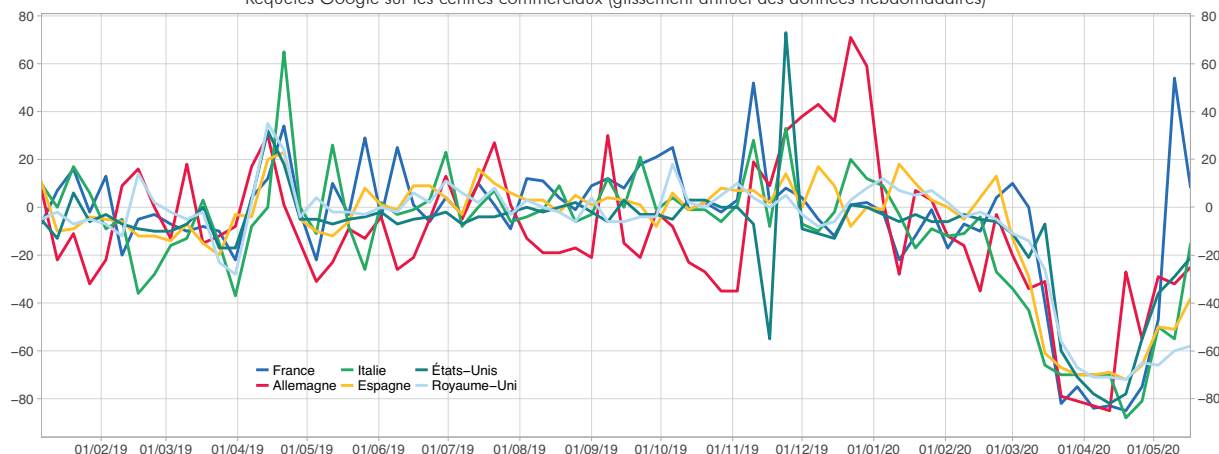


Note : Chaque point représente l'écart entre la concentration moyenne hebdomadaire (moyenne mobile 7 jours des données quotidiennes) de dioxyde d'azote (NO₂) dans l'air mesurée par des stations réparties sur tout le territoire du pays en 2020 par rapport à la moyenne de cette concentration sur la même semaine les années 2016-2019. La moyenne calculée est la moyenne simple, sans correction des variations météorologiques ni pondération démographique. Ainsi, du 18 au 24 avril, la concentration de dioxyde d'azote dans l'air au Royaume-Uni était en moyenne inférieure de 53 % à sa moyenne sur les années 2016-2019.

Source : Agence européenne de l'environnement, calculs Insee

5 - Les requêtes Google Trends des centres commerciaux témoignent d'une reprise de l'activité en zone euro et aux États-Unis

Requêtes Google sur les centres commerciaux (glissement annuel des données hebdomadaires)



Note : les volumes de requêtes sont les nombres moyens de requêtes pour différents centres commerciaux dans les plus grandes villes des pays.

Source : Google Trends, calculs Insee

de requêtes pour les centres commerciaux allemands n'était que de 41 % inférieur au niveau de 2019 sur la même période, contre -70 % pour les centres commerciaux espagnols et autour de -80 % pour ceux français et italiens. Aux États-Unis, le nombre de requêtes a rapidement augmenté à partir de la semaine du 21 avril et n'est plus inférieur que d'environ 20% à la même semaine de 2019. Dans les pays de la zone euro et selon cet indicateur, la hausse de la fréquentation des centres commerciaux apparaît davantage depuis mi-mai. Le nombre de requêtes a augmenté de 50 % environ en France par rapport à 2019 la semaine du 11 mai, puis de 8 % la semaine du 18 mai mais cette évolution est atypique. Dans les trois autres principales économies européennes l'indice n'avait pas encore retrouvé mi-mai son niveau d'avant la crise sanitaire, même s'il y poursuit sa progression. La semaine du 18 mai, le nombre de requêtes sur Google restait inférieur de 25 % en Allemagne à son niveau de 2019 et de 15 % en Italie et de 38 % en Espagne.

Les indicateurs de fréquentation des lieux publics, et notamment des commerces de détail hors alimentaire, de *Google Maps Mobility* (tableau 1) témoignent d'une part d'une baisse de la fréquentation plus faible en Allemagne qu'en France, en Italie et en Espagne même sur la période post confinement, et d'autres part d'un retour graduel des consommateurs dans les commerces de détails hors alimentaire, au fur et à mesure de leur réouverture. Ces indicateurs suggèrent donc, mi-mai, un rebond de la consommation de biens hors alimentaire, rebond sans doute plus prononcé en France, en Italie et aux États-Unis qu'en Espagne, en Allemagne et au Royaume-Uni. En effet, la baisse de la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire français et italiens était mi-mai de 51 % et de 61 % respectivement, après une baisse entre 80 % et 90 % en France et en Italie au cours du mois d'avril, soit un gain de près de 30 points de pourcentages contre un gain de 20 points environ en Espagne et en Allemagne.

Aux États-Unis, la fréquentation des commerces de détail et lieux de divertissement est inférieure d'environ 30 % mi-mai, après une baisse de 45 % début avril. Au Royaume-Uni en revanche, la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et lieux de divertissement est toujours environ le quart de son niveau habituel, après une baisse de 82 % les premiers jours du confinement.

La reprise progressive de la production et de la consommation s'accompagne d'un retour de l'usage des transports

La production comme la consommation sont étroitement liées au déplacement des habitants, quel que soit le moyen de transport utilisé. Selon l'indicateur de mobilité d'Apple, qui rassemble les recherches d'itinéraires sur l'application Apple Maps, les recherches d'itinéraires en voiture se redressent dans tous les pays (graphique 6), avec des nuances selon les pays : la reprise est beaucoup plus avancée en Allemagne et aux États-Unis, où les recherches ont dépassé leurs niveaux du 13 janvier dernier, qu'en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni. La reprise des recherches en France, relativement marquée depuis le 11 mai, est peut-être liée à la restriction des déplacements à 100 km et à la vérification de la distance, rendant moins aisée la comparaison avec les autres pays. Selon l'indicateur *Google Maps Mobility*, mi-mai la fréquentation des transports publics en France était inférieure de 43 % à la « normale » (fréquentation médiane du 3 janvier au 6 février 2020), soit une hausse significative par rapport à avril, où elle se trouvait inférieure de presque 80 % (tableau 1). En Italie et en Espagne, la fréquentation était inférieure de respectivement 53 % et 59 % mi-mai, contre 80 % en avril. Au Royaume-Uni, la baisse s'atténue un peu (-58 %, après une baisse de 70 % début avril). Aux États-Unis, la fréquentation des transports publics augmente légèrement, restant toutefois inférieure d'environ deux tiers à

Tableau 1 - Indicateurs de fréquentation des lieux publics début mai dans les pays avancés
en %

Indicateur	Google Maps Mobility : commerce de détails et divertissement				Google Maps Mobility : commerce alimentaire et pharmacie				Google Maps Mobility : transports publics			
	6 avril	26 avril	7 mai	16 mai	6 avril	26 avril	7 mai	16 mai	6 avril	26 avril	7 mai	16 mai
Allemagne	-56	-52	-40	-35	0	3	-1	-6	-48	-39	-28	-28
France	-86	-83	-76	-51	-39	-58	-27	-12	-79	-77	-70	-43
Italie	-86	-92	-63	-61	-42	-74	-28	-26	-78	-81	-52	-53
Espagne	-92	-92	-84	-76	-44	-66	-38	-31	-84	-82	-64	-59
États-Unis	-45	-42	-29	-30	-7	-16	-3	-3	-49	-48	-42	-34
Royaume-Uni	-82	-78	-67	-74	-41	-37	-15	-25	-70	-64	-62	-58
Japon	-30	-45	-31	-40	4	-9	1	-12	-48	-58	-44	-55

Note : Comparaison de la fréquentation de différents lieux à une date donnée par rapport à une situation de référence. Pour les données les plus récentes, cette situation est donnée par la fréquentation médiane de ces lieux chaque jeudi (correspondant au mardi de la semaine du 7 mai).

Source : *Google Maps Mobility*

Développements internationaux

son niveau habituel. Toutefois, si le nombre de vols commerciaux aux États-Unis a diminué de 78 % environ (tableau 2), le nombre de voyageurs mesuré par les passages aux contrôles de sécurité de la *Transport Security Administration* a diminué d'environ 90 % par rapport à 2019.

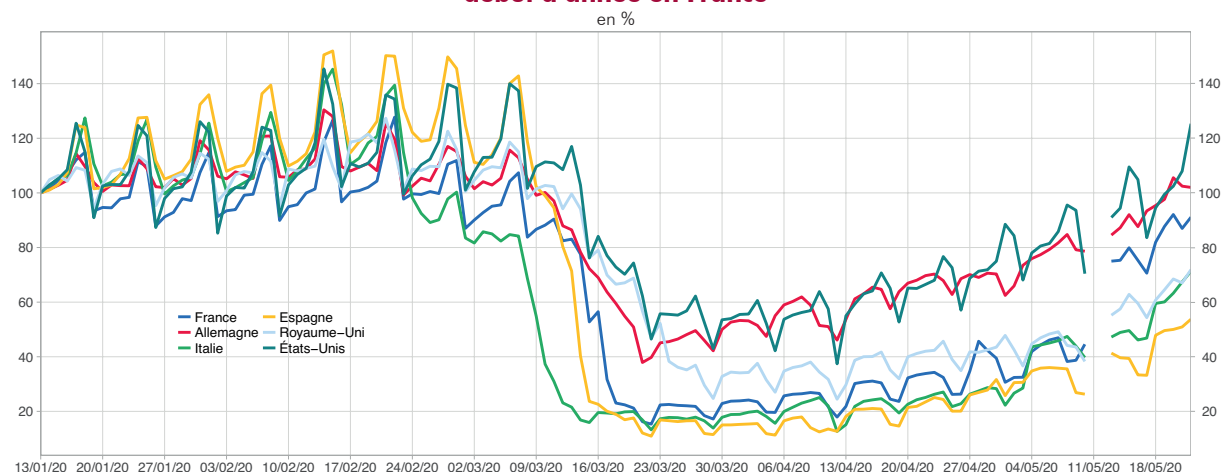
Enfin, l'indice TomTom de congestion routière dans les principales villes européennes témoigne d'une reprise de l'usage de la voiture. En Allemagne, l'indice de congestion routière demeure très proche de son niveau sur la même période en 2019 avec un niveau inférieur de 6 % la semaine du 18 mai (tableau 2). Dans les autres pays de la zone euro, le rebond est assez soudain, comme par exemple en France, avec un indice de congestion mi-mai inférieur de 26 % à celui de 2019, après une baisse près de 61 % début mai, soit un gain de près de 35 points de

pourcentage. Cet indice est toujours très bas aux États-Unis, inférieur de 78 % à ses niveaux de 2019, ainsi qu'au Royaume-Uni (-65 %).

Les premières données comptables ou conjoncturelles disponibles confirment la forte baisse de l'activité au premier trimestre 2020

Depuis le dernier *Point de conjoncture*, de nouveaux pays européens ont publié leur première estimation de la croissance du PIB pour le premier trimestre 2020, confirmant les indications suggérées par les données à haute fréquence. La baisse de l'activité dans les pays avancés est au moins aussi forte que celle survenue au plus fort de la crise de 2008.

6 - L'indice de mobilité d'Apple indique une reprise continue et un retour à des niveaux proches du début d'année en France



Source : Apple mobility reports. Indicateurs de recherche d'itinéraires, base 100 le 13 janvier 2020. Les données des 11 et 12 mai ne sont pas disponibles

Tableau 2 – Indicateur de conditions de circulation routière dans les grandes villes et de trafic aérien

en %

Indicateurs	Trafic routier (indice de congestion)			Trafic aérien		
	semaine du 13 avril	semaine du 11 mai	semaine du 18 mai	semaine du 13 avril	semaine du 11 mai	semaine du 18 mai
Allemagne	-34	-1	-6	-40	-43	-65
France	-80	-61	-26	-74	-71	-62
Italie	-75	-66	-16	-75	-80	-70
Espagne	-66	-58	-10	-77	-76	-80
États-Unis	-85	-76	-78	-70	-76	-72
Royaume-Uni	-80	-69	-65	-92	-90	-90
Japon	-48	-50	-40	-60	-80	-80
Chine*	-59	-53	-53	-58	-65	-62

* Pour la Chine, la variation n'est pas celle du trafic routier mais la variation de tous les types de transports collectifs interurbains

Source : Site Tomtom pour le trafic routier dans les principales métropoles, différence entre la moyenne journalière de l'indice de congestion du 11 au 15 avril et la moyenne en 2019 de l'indice ; site Flightradar24 pour le trafic aérien, ratio du nombre de vols annulés sur le nombre de vols habituellement prévus dans les 3 plus grands aéroports du pays. Pour la Chine, la variation de l'indice de congestion n'est pas celle du trafic routier mais la variation de tous les types de transports collectifs interurbains

Selon ces estimations précoces, l'Allemagne est le pays européen le moins affecté par la crise sanitaire au premier trimestre 2020, avec une baisse de 2,2 % de l'activité, contre une diminution de 5,8 % en France, de 5,2 % en Espagne et de 4,7 % en Italie. Les écarts de taux de croissance entre les pays doivent toutefois être interprétés avec précaution. Les estimations effectuées dans ce contexte inédit mobilisent en effet des méthodes et des indicateurs moins conventionnels et moins comparables que d'habitude, et sont donc susceptibles d'être révisées plus fortement qu'à l'accoutumée.

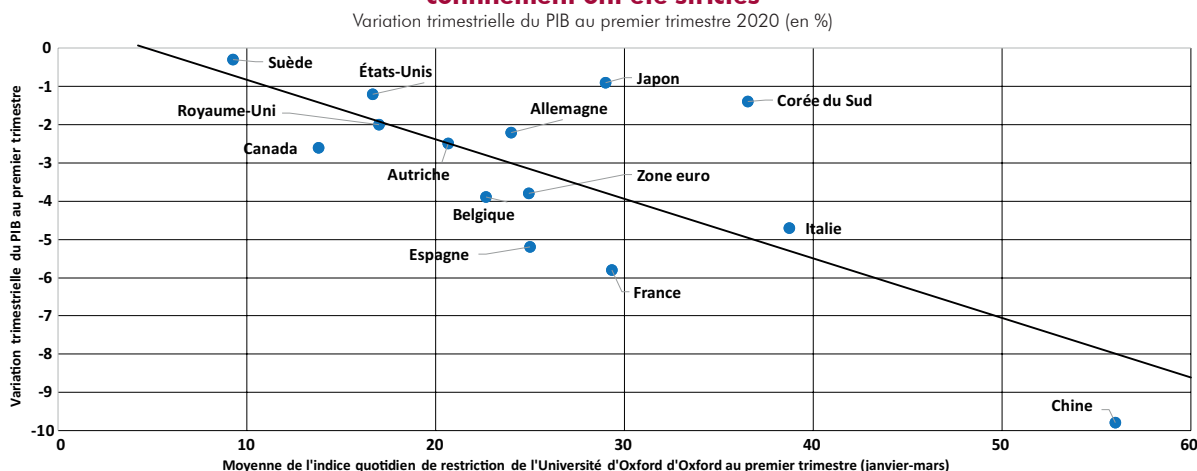
En Allemagne, en Espagne et en France, pays pour lesquels le détail du PIB est disponible, l'ensemble des postes de la demande ont chuté. La consommation privée aurait diminué plus fortement en Espagne qu'en France et en Allemagne (-7,5 % contre -6,1 % et -3,2 %). Par ailleurs, les importations et les exportations ont diminué dans des proportions similaires en France et en Espagne, de près de -8 % en Espagne et autour de -6 % en France. En Allemagne, les importations et les exportations ont connu une baisse plus modeste, respectivement de -1,6 % et de -3,4 %. Ces premières estimations témoignent d'une baisse de 3,8 % de l'activité au premier trimestre pour la zone euro dans son ensemble, soit davantage qu'au plus fort de la Grande Récession (baisse de -2,4 % de l'activité au premier trimestre 2009). Au Royaume-Uni, selon la première estimation de l'Office for National Statistics (ONS, l'institut national statistique du Royaume-Uni), la chute du PIB a été un peu moins prononcée (-2,0 % ; -1,7 % pour la consommation des ménages et une stabilité pour l'investissement des entreprises). En avril au Royaume-Uni, les ventes au détail ont plongé de 18,1 % en valeur et de 22,6 % en

volume en avril, avec une répartition inégale : les ventes dans l'habillement ont chuté de 30% mais les ventes en ligne ont augmenté de 15,8%. Aux États-Unis, le confinement a été décrété à partir du 19 mars en Californie et dans les jours suivants pour la plupart des autres États, avec toutefois des degrés très variables. Au premier trimestre, le PIB américain a chuté de 1,2 % (avec une consommation en baisse de 1,9 % et un recul de 2,2 % de l'investissement des entreprises).

Assez logiquement, et avec toutes les réserves relatives à la comparaison des estimations du PIB dans ces circonstances inédites, les évolutions de l'activité économique au premier trimestre apparaissent négativement corrélées (coefficient d'environ 0,7) à la moyenne de l'indice de restrictions de l'Université d'Oxford pour ce même trimestre (*graphique 7*, voir *graphique 1* pour l'indice de restrictions).

Aux États-Unis, dans le prolongement des résultats du premier trimestre, de nouvelles données ont été diffusées pour le mois d'avril. Comme nombre d'entre elles ne sont pas encore disponibles dans les autres pays à un niveau aussi détaillé, ces données américaines pourraient offrir un point de comparaison et un ordre de grandeur, en particulier pour les secteurs les plus affectés. Les services, et en particulier l'hébergement-restauration et le commerce de détail étaient les branches les plus affectées par la baisse de l'activité, comme l'indiquent les données de ventes au détail du Département du Commerce et les données d'emploi du Département du Travail et du Bureau of Labor Statistics (BLS) : en avril, les ventes au détail ont baissé de 16,4 %, et entre février et avril les ventes au détail dans l'habillement ont baissé de près de 90 %. Depuis mi-mars, près de 37

7 - La chute du PIB au premier trimestre est d'autant plus marquée que les mesures de confinement ont été strictes



Note : La moyenne de l'indice de restriction de la zone euro a été calculée en utilisant la part de chacun des pays dans le PIB de la zone euro.
 Source : instituts nationaux statistiques des pays considérés, Hale, T., Webster, S., Petherick, A., Phillips, T., et Kira, B. (2020). Oxford COVID-19 Government Response Tracker, Blavatnik School of Government

Développements internationaux

millions d'Américains ont sollicité l'inscription à l'assurance chômage, soit presque un quart de la population active. Selon les données du BLS, en avril 20,5 millions d'emploi ont été détruits, dont 7,7 millions dans l'hébergement-restauration et les loisirs, 2,5 millions dans l'éducation et la santé, 2,1 millions dans le commerce de détail, 2,1 millions dans les services aux entreprises, 1,3 million dans la branche manufacturière et même 980 000 emplois fédéraux. Le taux

de chômage, à 3,5 % en février, a bondi à 14,7 % en avril. Les données américaines sur la production industrielle sont déjà disponibles pour avril : la production industrielle a chuté de 11 %, notamment du fait de la production de biens de consommation durables (-36 %) et en particulier d'automobiles (-62 %), ainsi que de biens d'équipement et notamment de matériels de transport (-60 %), sous l'effet des fermetures d'usines automobiles. ■

Bibliographie

• **Hale, T., Webster, S., Petherick, A., Phillips, T., et Kira, B.** (2020). Oxford COVID-19 Government Response Tracker, Blavatnik School of Government. ■